



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE
DE POLITIQUE
MONETAIRE DU
PREMIER TRIMESTRE
2022**

JUILLET 2022

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE.....	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	5
1.1. Croissance du PIB mondial	5
1.2. Prix des matières premières et inflation	7
1.3. Politique monétaire dans les pays développés	9
1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	10
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	13
2.1. Production et prix.....	13
2.2. Secteur extérieur	15
2.2.1. Commerce extérieur.....	15
2.2.2. Balance des paiements.....	17
2.3. Finances et dette publiques	19
2.4. Secteur monétaire.....	21
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts.....	21
2.4.2. Base monétaire.....	24
2.4.3. Masse monétaire et contreparties	26
2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire	27
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	28
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	28
2.5.2. Stabilité Financière.....	30
CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE.....	34
ANNEXES	35

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: <i>Cost Insurance and Freight</i>
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
FOB	: <i>Free On Board</i> (Franco à Bord)
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KES	: <i>Shilling Kenyan</i>
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Franc Burundi
Mds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MUSD	: Millions de Dollar Américain
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
ROA	: <i>Return on Assets</i> (Rentabilité des actifs)
ROE	: <i>Return on Equity</i> (Rentabilité des capitaux propres)
TZS	: <i>Shilling Tanzanien</i>
UGX	: <i>Shilling Ougandais</i>
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

Par rapport au trimestre précédent, l'activité économique a décéléré au premier trimestre 2022 dans l'ensemble des principales économies de l'OCDE (0,3 contre 1,2%). Cette décélération est principalement expliquée par le fléchissement de la consommation des ménages, en raison de l'accélération de l'inflation liée à la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques consécutive à la guerre russo-ukrainienne.

En revanche, la croissance économique a repris au premier trimestre 2022 dans l'ensemble des pays avancés de l'OCDE (4,4 contre -0,2%), en glissement annuel, en rapport avec les effets des politiques budgétaire et monétaire expansionniste adoptées par la plupart des pays avancés pour faire face aux conséquences de la Covid-19.

Au premier trimestre 2022, l'inflation a fortement augmenté dans les principaux pays avancés et dans les pays émergents et en développement, à la suite essentiellement de l'envolée des prix des produits alimentaires et énergétiques.

Selon les prévisions du FMI d'avril 2022, l'activité économique mondiale pourrait décélérer (3,6 contre 6,1% en 2021), suite aux conséquences de la guerre russo-Ukrainienne qui a provoqué des ruptures des chaînes d'approvisionnement.

La croissance économique des pays de la CEA devrait ralentir en 2022 (5,3 contre 6,2%), essentiellement à la suite des ruptures de chaînes d'approvisionnement au niveau international et de la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques. Cependant, elle resterait supérieure à celle de toute l'Afrique subsaharienne (3,8%), grâce principalement à d'importants investissements en infrastructures et de bonnes productions agricoles dans la plupart de ces pays.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les prévisions du cadrage macroéconomique du Burundi montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer (4,6 contre 3,1% en 2021), en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs secondaire (4,7 contre 2,1%) et tertiaire (4,8 contre 2,5%). Toutefois, ces prévisions pourraient être revues à la baisse suite aux effets de la guerre russo-ukrainienne.

La balance des paiements du premier trimestre 2022 s'est soldée par un déficit du compte courant plus élevé que celui du même trimestre de l'année précédente (204.234,5 contre 158.117,1 MBIF), résultant principalement d'une forte aggravation du déficit des services.

Le déficit budgétaire (dons inclus) s'est allégé au premier trimestre 2022 par rapport à celui du même trimestre de 2021, s'établissant à 6.681,4 contre 16.589,6 MBIF, en liaison avec une augmentation plus importante des recettes que celle des dépenses.

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 22,6%, en liaison avec la hausse des avoirs intérieurs nets (+22,9%). De même, la masse monétaire a augmenté de 21,9%, principalement tirée par l'accroissement des créances sur l'économie (+62,8%), suite aux financements des secteurs porteurs de croissance économique.

Les réserves officielles se sont sensiblement accrues (+259,7%) en glissement annuel, en rapport avec la hausse des avoirs en DTS (+412.843,4 MBIF), à la suite de la nouvelle allocation des DTS par le FMI (147,6 Millions de DTS).

A fin mars 2022, le bilan agrégé du secteur bancaire s'est accru de 28,7% en glissement annuel. Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 28,3%. Toutefois, les ratios de solvabilité globale et les ratios de rentabilité ont légèrement baissé.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

En glissement trimestriel, l'activité économique a décéléré au premier trimestre 2022 par rapport au trimestre précédent dans l'ensemble des principales économies de l'OCDE (0,3 contre 1,2% au trimestre précédent). Cette décélération est principalement expliquée par le fléchissement de la consommation des ménages, en raison de la hausse de l'inflation due aux conséquences de la guerre russo-ukrainienne.

De même, l'activité économique a ralenti dans les principaux pays émergents et en développement, notamment en Chine (1,3% contre 1,5%) et en Inde (0,8 contre 1,7% au trimestre précédent). Toutefois, elle s'est améliorée en Afrique du Sud (1,9 contre 1,4%).

Tableau 1 : Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

	Glissement trimestriel			Glissement annuel		
	T1-2021	T4-2021	T1-2022	T1-2021	T4-2021	T1-2022
États-Unis	1,5	1,7	-0,4	0,5	5,5	3,5
Japon	-0,5	0,9	-0,1	-1,7	0,4	0,7
Allemagne	-1,7	-0,3	0,2	-2,8	1,8	3,8
France	0,2	0,4	-0,2	1,8	4,9	4,5
Royaume uni	-1,2	1,3	0,8	-5,0	6,6	8,7
Zone euro	-0,1	0,2	0,6	-0,9	4,7	5,4
OCDE - Total	0,8	1,2	0,3	-0,2	4,9	4,4
Chine	0,5	1,5	1,3	18,3	4,0	4,8
Inde	1,2	1,7	0,8	1,7	4,7	4,1
Russie	0,7	-0,4
Afrique du Sud	1,0	1,4	1,9	-2,3	1,8	2,9

Source : OCDE, principaux indicateurs économiques, juin 2022

En glissement annuel, la croissance économique a repris au premier trimestre 2022 dans l'ensemble des pays avancés de l'OCDE (4,4 contre -0,2%), en rapport avec les effets de la politique budgétaire et monétaire trop expansionniste adoptée par la plupart des pays avancés pour faire face aux conséquences de la Covid-19.

Aux États-Unis, l'activité économique s'est améliorée (3,5 contre 0,5%). Dans la Zone euro, elle a vigoureusement rebondi, s'établissant à 5,4% alors qu'elle s'était contractée de 0,9% à la même

période de 2021. Au Japon, l'activité économique a légèrement repris de 0,7% contre une contraction de 0,4%.

Dans les principaux pays émergents, la croissance économique s'est accélérée en Inde (4,1 contre 1,7%) et en Afrique du sud (2,9% contre une contraction de 2,3% en 2021), tandis qu'elle a fortement décéléré en Chine (4,8 contre 18,3%).

Tableau 2 : Croissance économique mondiale (en %)

	2019	2020	2021	2022(p)
PIB mondial	2,5	-3,1	6,1	3,6
Pays avancés	1,6	-4,5	5,2	3,3
États-Unis	2,6	-3,4	5,7	3,7
Zone euro	1,3	-6,4	5,3	2,8
Japon	0,0	-4,5	1,6	2,4
Pays émergents et pays en développement	3,8	-2,0	6,8	3,8
Chine	6,0	2,2	8,1	4,4
Inde	4,0	-6,6	8,9	8,2
Afrique subsaharienne	3,2	-1,7	4,5	3,8
<i>Nigeria</i>	2,2	-1,8	3,6	3,4
<i>Afrique du Sud</i>	0,2	-6,4	4,9	1,9
Volume du commerce mondial	0,9	-7,9	10,1	5,0

(p): projections

Source: Fonds Monétaire International, Perspectives économiques mondiales, Avril 2022

Selon les prévisions du FMI d'avril 2022, l'activité économique mondiale pourrait décélérer (3,6 contre 6,1% en 2021), suite aux conséquences de la guerre russo-Ukrainienne qui a provoqué la rupture des chaînes d'approvisionnement pour les entreprises.

Pour l'ensemble des pays avancés, la croissance économique s'établirait à 3,3% en 2022 contre 5,2% en 2021. Aux États-Unis comme dans la Zone euro, un ralentissement de la croissance économique est attendu en 2022, 3,7 contre 5,7% et 2,8% contre 5,3%, respectivement. Toutefois, l'activité économique pourrait s'améliorer au Japon (2,4 contre 1,6%).

Dans l'ensemble des pays émergents et en développement, la croissance du PIB s'établirait à 3,8 contre 6,8%. Elle pourrait décroître en Chine, passant de 8,1 à 4,4% et légèrement en Inde (8,2 contre 8,9 % en 2022). En Afrique subsaharienne, l'activité

économique pourrait également se contracter de 3,8% en 2022 contre 4,5% enregistrée l'année précédente.

De même, le volume du commerce mondial serait affecté par les effets de la guerre russo-Ukrainienne suite aux difficultés d'approvisionnement des entreprises. La croissance du volume du commerce international devrait passer de 10,1 en 2021 à 5,0% en 2022.

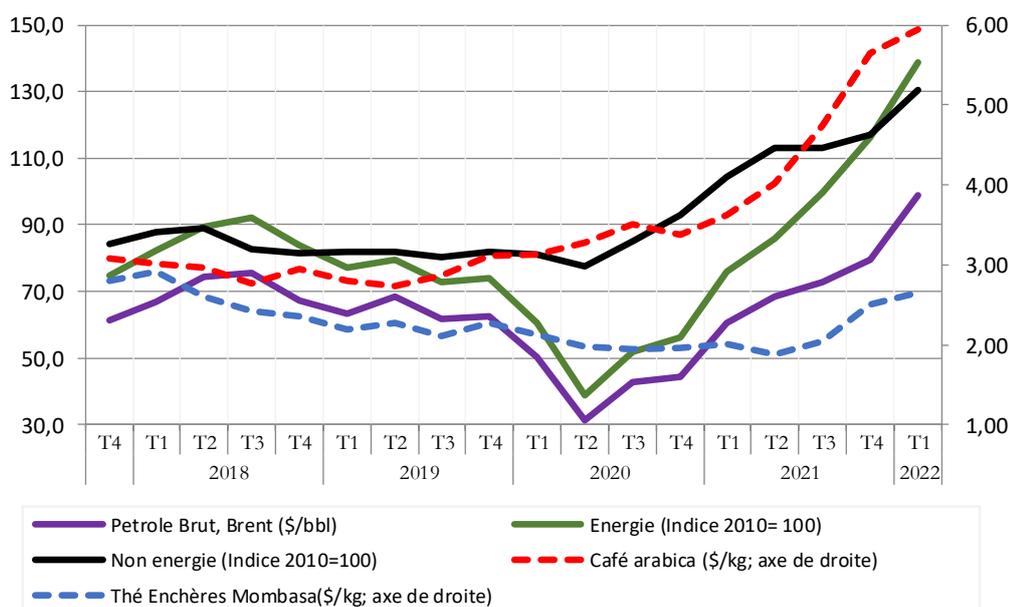
1.2. Prix des matières premières et inflation

Au cours du premier trimestre 2022, les prix des matières premières ont augmenté, suite aux ruptures d'approvisionnement pour les entreprises consécutives à la guerre russo-ukrainienne.

Le cours du pétrole brut (Brent) a augmenté, s'établissant à 98,96 contre 79,58 USD le baril au trimestre précédent. L'indice de l'énergie (138,59 contre 116,17) et celui des produits non énergétiques (130,53 contre 117,23) ont également augmenté par rapport au trimestre précédent.

De même, le cours du thé aux enchères de Mombasa (2,65 contre 2,50 USD par kilogramme) et celui du café arabica (5,95 contre 5,64 USD par kilogramme) ont augmenté d'un trimestre à l'autre.

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières



Source: Banque Mondiale, Prix des matières premières, avril 2022

Au premier trimestre 2022, l'inflation a fortement augmenté dans les principaux pays avancés et dans les pays émergents et en développement, principalement en rapport avec l'envolée des prix des produits alimentaires et énergétiques.

Aux Etats-Unis, l'inflation s'est établie à 8,0% au premier trimestre 2022 contre 1,9% au même trimestre de l'année précédente. Dans la Zone euro, elle s'est fixée à 6,1 contre 1,1%.

De même, dans les pays émergents et en développement, l'inflation s'est accrue, notamment, en Chine (1,2 contre -0,1%), en Inde (5,4 contre 4,4%), en Afrique du Sud (5,8 contre 3,1%) et en Turquie (54,8 contre 15,6%).

Tableau 3 : Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)

	Glissement annuel		
	T1-2021	T4-2021	T1-2022
États-Unis	1,9	6,7	8,0
Japon	-0,5	0,5	0,9
Allemagne	1,4	5,0	5,8
France	0,7	2,7	3,7
Royaume-Uni	0,9	4,4	5,5
Zone euro	1,1	4,7	6,1
OCDE - Total	1,9	5,9	7,9
Chine	-0,1	1,8	1,2
Inde	4,4	5,0	5,4
Russie	5,5	8,3	11,6
Turquie	15,6	25,8	54,8
Brésil	6,1	10,5	10,7
Afrique du Sud	3,1	5,4	5,8

Source: OCDE, principaux indicateurs économiques, juin 2022

1.3. Politique monétaire dans les pays développés

Dans un contexte d'incertitudes des prévisions macroéconomiques et, compte tenu de l'accélération de l'inflation, la Réserve Fédérale des États-Unis a procédé au resserrement de sa politique monétaire. Elle a augmenté son taux d'intérêt d'un quart de point, le portant ainsi à 0,5% au premier trimestre 2022. Avec la forte augmentation de l'inflation enregistrée aux États-Unis depuis le printemps 2021, la FED envisagerait une hausse d'un demi-point de pourcentage.

Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu une politique monétaire accommodante au premier trimestre 2022 mais a annoncé le durcissement de cette politique monétaire. Elle a maintenu inchangés le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de dépôt, à respectivement 0,00%, 0,25% et -0,50%. Elle a, en outre, reconduit le réinvestissement des remboursements pour maintenir des conditions de financement favorables pendant une période prolongée après la date prévue à laquelle elle commencera à relever les taux d'intérêt directeurs, aussi longtemps que nécessaire pour maintenir des conditions de liquidité favorables à l'économie.

La Banque du Japon a poursuivi sa politique très accommodante en reconduisant le taux d'intérêt sur les facilités de dépôt à -0,1 % et en maintenant son programme de rachats des obligations du Trésor en vue d'atteindre le niveau cible d'inflation proche de 2,0% et le maintenir stable. Cette politique monétaire accommodante est limitée, en raison de la dépréciation significative du yen qui complique cette politique de contrôle de la courbe des taux directeurs.

1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA

Selon les perspectives du FMI d'Avril 2022, la croissance économique des pays de la CEA devrait ralentir en 2022 (5,3 contre 6,2%), essentiellement à la suite de la flambée des prix des produits alimentaires et l'énergétiques, des ruptures des chaînes d'approvisionnement au niveau international. Cependant, elle resterait supérieure à celle de toute l'Afrique subsaharienne (3,8%), principalement soutenue par d'importants investissements en infrastructures et de bonnes productions agricoles dans la plupart de ces pays.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)

	2019	2020	2021(p)	2022(p)
Burundi	4,5	0,3	3,1	4,6
Kenya	5,0	-0,3	7,2	5,7
Ouganda	7,7	-1,4	5,1	4,9
Rwanda	9,5	-3,4	10,2	6,4
Tanzanie	7,0	4,8	4,9	4,8
CEA	6,3	0,9	6,2	5,3
AFSS	3,1	-1,7	4,5	3,8

Source : FMI, *Perspectives économiques régionales, Avril 2022*

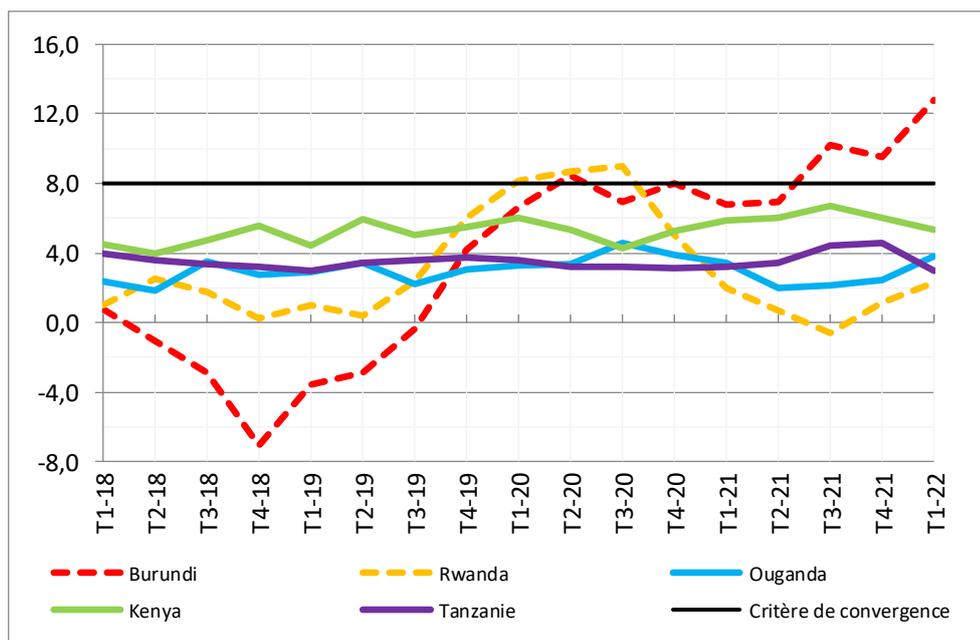
* Pour le Burundi, les données sont tirées du cadrage macroéconomique de mars 2022

L'inflation est restée dans la limite du critère de convergence macroéconomique (8,0%) dans la plupart des pays membres de l'EAC à l'exception du Burundi, en raison de faibles niveaux des prix des produits alimentaires et de la stabilité des taux de change.

Par rapport au trimestre précédent, le taux d'inflation a augmenté au premier trimestre 2022 au Burundi (12,8 contre 9,5%), au Rwanda (2,3 contre 1,2%) et en Ouganda (3,8 contre 2,5%). Toutefois, elle a décéléré au Kenya (5,3 contre 6,0%) et en Tanzanie (3,0 contre 4,6%).

De même, par rapport au même trimestre de 2021, l'inflation a augmenté au Burundi (12,8 contre 6,8%), en Ouganda (3,8 contre 3,4%) et au Rwanda (2,3% contre 2,0%), tandis qu'elle a décéléré en Tanzanie (3,0 contre 3,2%) et au Kenya (5,3 contre 5,9%).

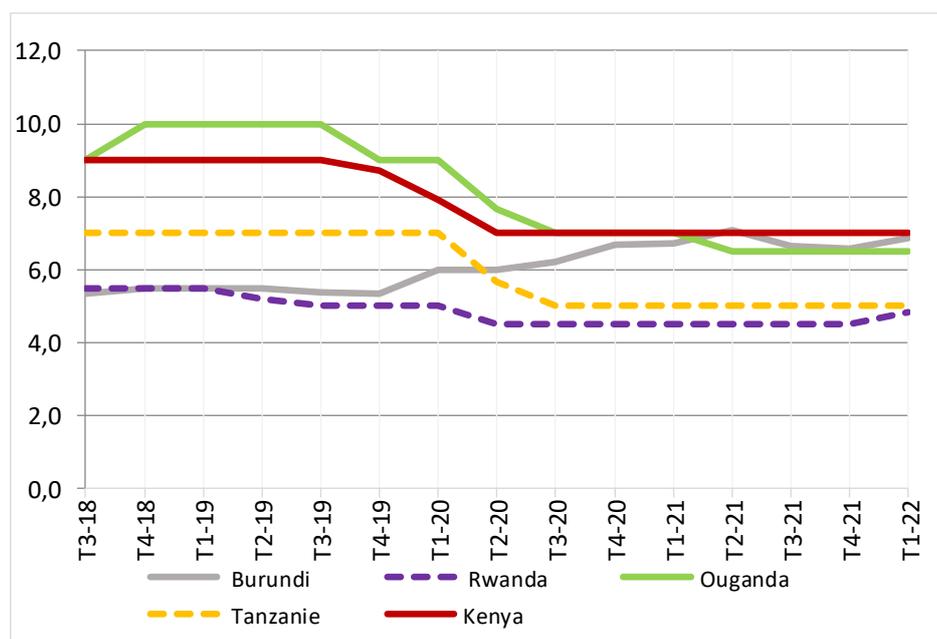
Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Au cours du premier trimestre 2022, la plupart des banques centrales des pays de la CEA ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes en vue de créer des conditions de financement plus assouplies de leurs économies et stimuler la croissance qui a été perturbée par les effets de la pandémie de la Covid-19.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Comparés au trimestre précédent, les taux d'intérêt directeurs des banques centrales du Kenya (7,0%), de la Tanzanie (5,0%) et de l'Ouganda (6,5%) sont restés inchangés au premier trimestre 2022. Cependant, il a légèrement augmenté au Rwanda (4,8 contre 4,5%) et au Burundi (6,9% contre 6,7%).

Au niveau des taux de change, toutes les monnaies des pays de la CEA ont fluctué dans la limite convenue dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change (+/-5,0%).

Tableau 5 : Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
mars-21	2 298,50	979,28	3 663,93	109,41	1 960,81
déc-21	2 295,30	1 009,61	3 544,40	112,39	2 006,10
mars-22	2 298,50	1 018,59	3 588,16	114,85	2 020,35
Variation mars-22/mars-21 (%)	0,00	4,01	-2,07	4,97	3,04
Variation mars-22/décembre-21 (%)	0,14	0,89	1,23	2,19	0,71

Source : Sites web des banques centrales des pays de la CEA

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au premier trimestre 2022, la production du thé sec a diminué de 2,8% par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 3.399,5 contre 3.498,2 tonnes, suite à la mauvaise pluviométrie. De même, la production du café vert a diminué de 51,1% au premier trimestre 2022, s'établissant à 746,6 contre 1.525,7 tonnes à la même période de 2021, principalement en liaison avec la cyclicité du caféier.

En glissement annuel, l'indice moyen de la production industrielle a augmenté de 11,2% au premier trimestre de 2022, suite à l'accroissement de la production des industries alimentaires (+9,2%) ainsi qu'à l'accroissement de la production des industries chimiques (+27,2%) et des matériaux de construction (16,1%). Par contre, par rapport au trimestre précédent, cet indice a reculé de 10,1%, passant de 159,4 à 143,4, essentiellement en rapport avec la baisse de la production des boissons de la BRARUDI (-16,0%), contrebalancée par l'augmentation de la production de cigarettes (+34,6%).

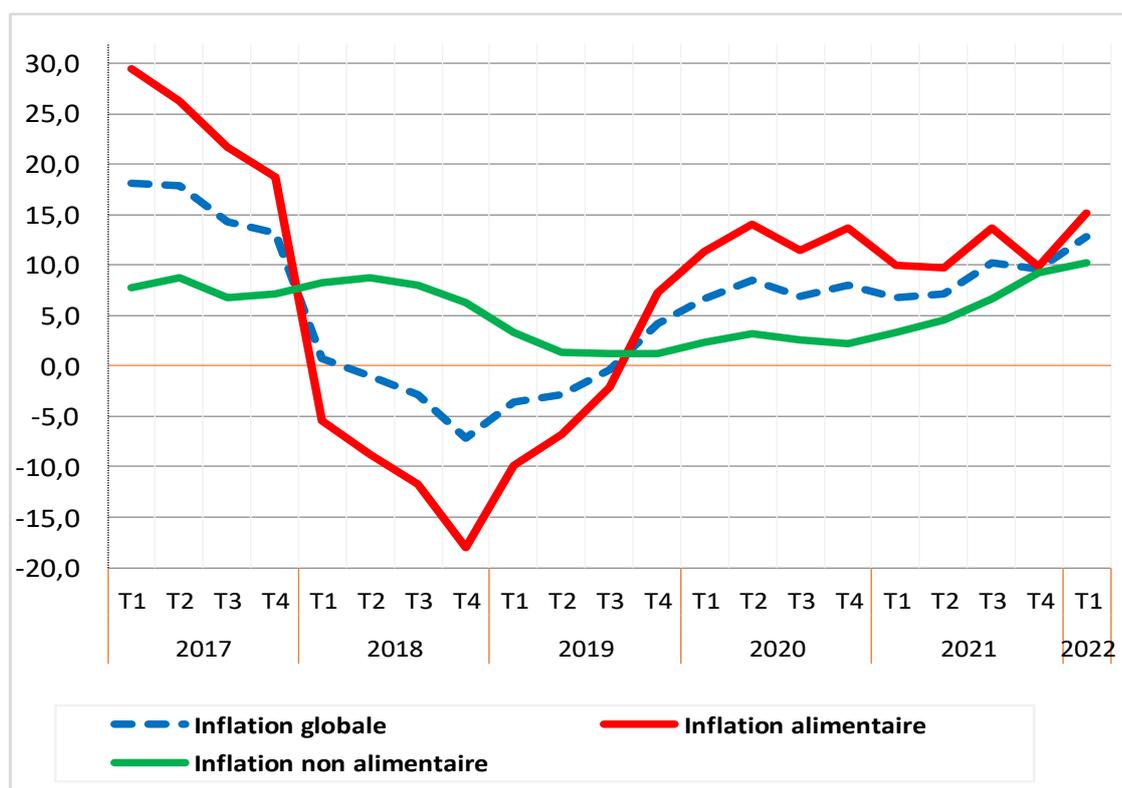
La production d'électricité de la REGIDESO s'est accrue de 15,8%, en glissement annuel, passant de 60.414 à 69.928 Mégawatts, en liaison particulièrement avec l'accroissement de la production des centrales thermiques. De même, elle a augmenté de 9,7% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura a chuté de 21,8%, en glissement annuel et de 18,9% en glissement trimestriel, suite particulièrement à la diminution des importations de ciment et de sucre.

A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers a fortement augmenté en glissement annuel, passant de 18.570 à 42.771 passagers, en rapport avec la reprise des vols. Par rapport au trimestre précédent, le nombre de passagers a diminué de 17,0%. De même, le trafic des aéronefs s'est accru de 41,9% en glissement annuel et a diminué de 1,8% d'un trimestre à l'autre.

L'inflation s'est accélérée au premier trimestre 2022, se fixant à 12,8 contre 6,8% au même trimestre correspondant de 2021, en rapport avec l'augmentation de l'inflation alimentaire (15,2 contre 10,0%) et non alimentaire (10,2 contre 3,3%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : BRB, à partir des données de l'ISTEEBU

Comparé à celle du trimestre précédent, l'inflation a également augmenté (12,8 contre 9,5%), tirée à la fois par la hausse de l'inflation alimentaire (15,2 contre 9,8%) et non alimentaire (10,2 contre 9,2%).

Pour l'année 2022, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer (4,6 contre 3,1% en 2021), en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs secondaire (4,7 contre 2,1%) et tertiaire (4,8 contre 2,5%). Toutefois, ces prévisions ne tiennent pas compte des effets de la guerre russo-ukrainienne.

Tableau 6 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2018	2019	2020	2021	2022 (Proj.)
1. Croissance du PIB réel	5,3	4,5	0,3	3,1	4,6
Secteur primaire	7,4	2,8	0,4	4,7	4,3
Secteur secondaire	2,5	1,1	11,3	2,1	4,7
Secteur tertiaire	3,2	7,2	-3,4	2,5	4,8
2. Inflation	-2,6	-0,7	7,5	8,3	9,2

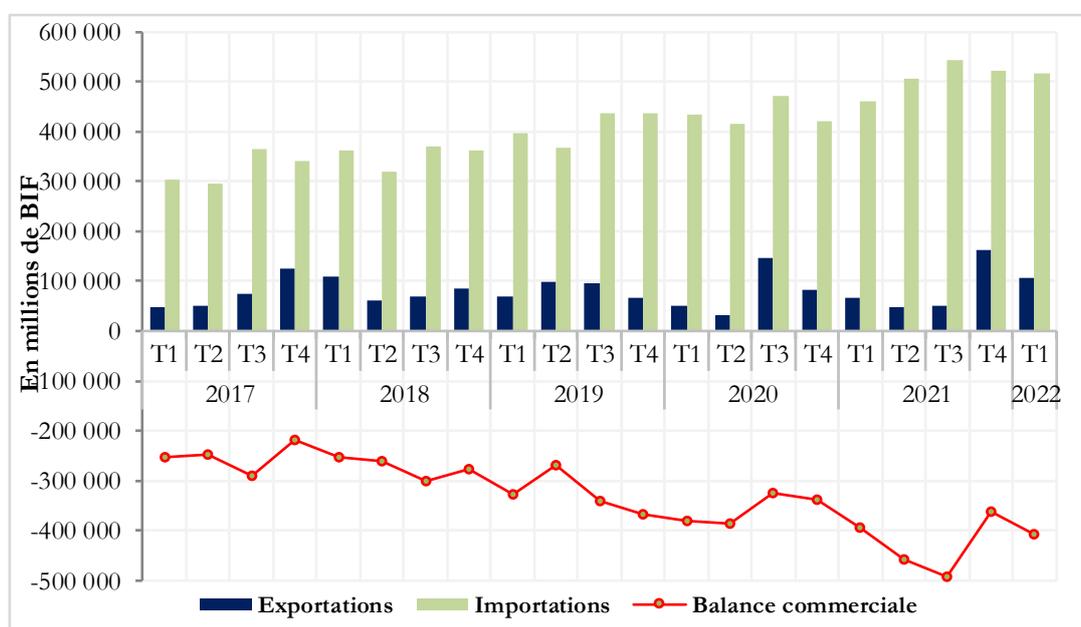
Source : Cadrage macroéconomique, Juin 2022

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale s'est aggravé au premier trimestre 2022 par rapport au même trimestre de l'année précédente, s'établissant à 408.153,2 contre 394.959,4 MBIF. Cette détérioration a résulté de l'augmentation plus importante des importations en valeur CIF (515.900,8 contre 461.175,1 MBIF, soit 11,9%) par rapport à celle des exportations CIF (107.747,6 contre 66.215,7 MBIF, soit 66,7%).

Graphique 5 : Balance commerciale (en MBIF)



Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Par rapport au premier trimestre 2021, les exportations ont augmenté de 62,7% au premier trimestre 2022, principalement en rapport avec la hausse des exportations des produits primaires et des produits manufacturés. La hausse des exportations des produits primaires est due, principalement, à l'exportation de l'Or non monétaire d'une valeur de 50.466,6 Millions de BIF pendant le premier trimestre 2022. Toutefois, certains produits exportés ont baissé, notamment le café (-22,8%) et les minerais de Niobium (-89,6%). Concernant l'exportation des produits manufacturés, la hausse a essentiellement porté sur les cigarettes (52,6%) et les bières (50,6%).

Tableau 7 : Principaux produits exportés (en MBIF)

	T1-2021	T4-2021	T1-2022
1. Produits primaires	43 971,0	133 159,6	79 494,3
dont: Café	18 861,2	26 374,6	14 557,1
Thé	13 078,1	11 623,7	12 990,2
Minerais de Niobium	11 052,2	11 838,9	1 150,7
Or	0,0	80 170,5	50 466,6
2. Produits manufacturés	22 244,7	28 569,1	28 253,3
dont: Cigarettes	2 818,9	3 090,4	4 301,8
Bières	2 523,7	4 164,4	3 801,3
Farine de blé	2 881,0	2 284,4	2 758,0
EXPORTATIONS TOTALES	66 215,7	161 728,6	107 747,6

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Les importations ont progressé de 11,9% au premier trimestre 2022 par rapport à celles de la même période de 2021. Cette progression a porté sur toutes les catégories de biens, à savoir les importations de biens destinés à la production (9,1%), les importations de biens d'équipement (4,1%) et celles de biens de consommation (19,1%).

Tableau 8 : Principaux produits importés (en MBIF)

	T1-2021	T4-2021	T1-2022
1. Biens de production	202 262,9	242 991,3	220 768,7
dont: Huiles minérales	66 706,9	95 898,3	86 679,2
Métallurgie	47 039,6	46 801,3	36 814,2
Alimentation	22 980,3	21 487,4	35 091,4
Construction	23 268,5	32 834,9	25 096,8
Agriculture et élevage	21 302,0	17 544,5	14 135,4
2. Biens d'équipement	88 072,0	103 159,8	91 718,6
dont: Chaudières, engins mécaniques	26 489,2	35 479,7	32 312,9
Tracteurs, véhicules et engins/ transport	24 588,4	27 176,8	21 593,7
Matériel électrique	14 301,8	24 814,5	16 932,1
3. Biens de consommation	170 840,2	177 238,1	203 413,5
dont: Alimentaires	53 911,5	40 231,4	41 404,2
Pharmaceutiques	36 581,5	38 519,6	37 767,5
Véhicules	15 066,5	21 726,7	17 645,3
Textiles	14 975,4	18 958,6	40 164,6
TOTAL	461 175,1	523 389,2	515 900,8

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

L'accroissement des importations de biens de production a, principalement, résulté de la hausse des importations des huiles minérales (29,9%) et de celles des biens de production alimentaire (52,7%) qui l'emportent sur la baisse des importations des biens métallurgiques (-21,7%) et de ceux destinées à l'agriculture et élevage (-33,6%).

La hausse des importations de biens d'équipement a, essentiellement, porté sur les chaudières et engins mécaniques (22,0%) et le matériel électrique (18,4%). Quant à l'augmentation des importations de biens de consommation, elle est imputable, en grande partie, aux importations de textiles (168,2%) et à celles des véhicules (+17,1%). Par contre, les biens de consommation alimentaires ont baissé de 23,2%.

2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du premier trimestre 2022 s'est soldée par un déficit du compte courant plus élevé que celui du même trimestre de l'année précédente (204.234,5 contre 158.117,1 MBIF). Cette aggravation du déficit des transactions courantes est le résultat, en grande partie, d'une forte détérioration du déficit des services (124.138,4 contre 56.907,2 MBIF) et dans une moindre mesure, de celle du déficit des biens (336.820,3 contre 331.769,5 MBIF). En revanche, l'excédent des revenus secondaires et primaires se sont améliorés, passant respectivement de 223.682,5 à 246.738,1 MBIF et de 6.877,1 à 9.986,1 MBIF.

L'excédent du compte de capital a légèrement augmenté au premier trimestre 2022, s'établissant à 78.291,5 MBIF principalement sous forme de dons projets, après un excédent de 73.833,7 MBIF enregistré au même trimestre de l'année précédente.

Tableau 9 : Balance des paiements (en MBIF)

	T1-2021	T1-2022
COMPTE COURANT	-158 117,1	-204 234,5
Crédit	391 127,6	401 280,4
Débit	549 244,7	605 514,9
Biens	-331 769,5	-336 820,3
Exportations FOB	66 215,7	107 747,6
Importations FOB	397 985,2	444 567,9
Services	-56 907,2	-124 138,4
Crédit	69 862,6	17 606,1
Débit	126 769,8	141 744,5
Revenus primaires	6 877,1	9 986,1
Crédit	11 448,6	14 352,9
Débit	4 571,5	4 366,8
Revenus secondaires	223 682,5	246 738,1
Crédit	243 600,6	261 573,8
Débit	19 918,1	14 835,7
COMPTE DE CAPITAL	73 833,7	78 291,5
Crédit	73 881,7	78 692,6
Débit	48,0	401,2
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital	-84 283,5	-125 943,1
COMPTE FINANCIER		
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier	-70 799,5	-205 845,6
Investissements directs	-1 273,6	-3 557,2
Acquisition nette d'actifs financiers	9,8	109,5
Accroissement net de passifs	1 283,4	3 666,7
Investissements de portefeuille	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Dérivés financiers et option sur titres	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Autres investissements	-35 967,9	-108 794,1
Acquisition nette d'actifs financiers	35 952,7	-14 804,5
Accroissement net de passifs	71 920,6	93 989,6
Avoirs de réserves	-33 558,0	-93 494,4
ERREURS ET OMISSIONS	13 483,9	-79 902,5

Source : BRB

La détérioration du déficit des services a, principalement, résulté de la diminution des recettes reçues au titre des services fournis aux administrations publiques étrangères (1.763,31 contre 47.551,80MBIF) mais également, de l'augmentation des paiements effectués au titre des services de transport (93.018,76 contre 81.221,48 MBIF).

L'accroissement de l'excédent des revenus secondaires est en liaison avec la hausse de 67,2% des transferts courants au profit de l'administration publique, s'établissant à 53.123,42 contre 31.773,60 MBIF. Les transferts courants privés, représentant 78,5% du total des revenus secondaires au premier trimestre 2022, se sont presque stabilisés à 193.614,7 contre 191.908,9 MBIF.

Les opérations du compte financier font ressortir des entrées nettes de capitaux de 205.845,6 MBIF, en hausse par rapport à celles de la même période de l'année précédente (70.799,5 MBIF), principalement au titre des autres investissements (108.794,1 contre 35.967,9 MBIF), notamment sous formes de crédits commerciaux. Les avoirs de réserves ont diminué de 93.494,4 contre une diminution de 33.558,0 MBIF enregistrée à la même période de l'année précédente.

2.3. Finances et dette publiques

Au premier trimestre 2022, le déficit budgétaire (dons inclus) s'est allégé par rapport à celui du même trimestre de 2021, s'établissant à 6.681,4 contre 16.589,6 MBIF, en liaison avec l'augmentation plus importante des recettes et que celle des dépenses. Ce déficit a été principalement financé par un endettement net intérieur.

Tableau 10 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	2021		2022
	1 ^{er} trim.	4 ^{eme} Trim.	1 ^{er} trim.
A. RECETTES ET DONNS	357 663,5	371 602,8	415 052,1
a. Recettes	284 274,9	312 862,4	341 315,9
Recettes courantes	284 274,9	312 862,4	341 315,9
Recettes exceptionnelles	-	-	-
b. Dons	73 388,6	58 740,5	73 736,2
courants	-	-	-
en capital	73 388,6	58 740,5	73 736,2
B. DÉPENSES	374 253,1	381 202,6	421 733,5
a. Dépenses courantes	234 603,6	269 714,1	244 658,1
Salaires	120 355,6	120 891,9	121 326,5
b. Dépenses en capital	139 649,5	111 488,5	177 075,4
Sur ressources nationales	52 265,6	33 197,7	66 854,4
Sur prêts et dons extérieurs	87 383,8	78 290,8	110 221,0
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)	-16 589,6	-9 599,8	-6 681,4
C. FINANCEMENT	15 142,4	-39 507,9	156 497,0
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	5 970,4	169 807,1	29 847,6
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	9 171,9	-209 315,0	126 649,4
D. ERREURS ET OMISSIONS	1 447,2	49 107,7	-149 815,6

Source : MFBPE

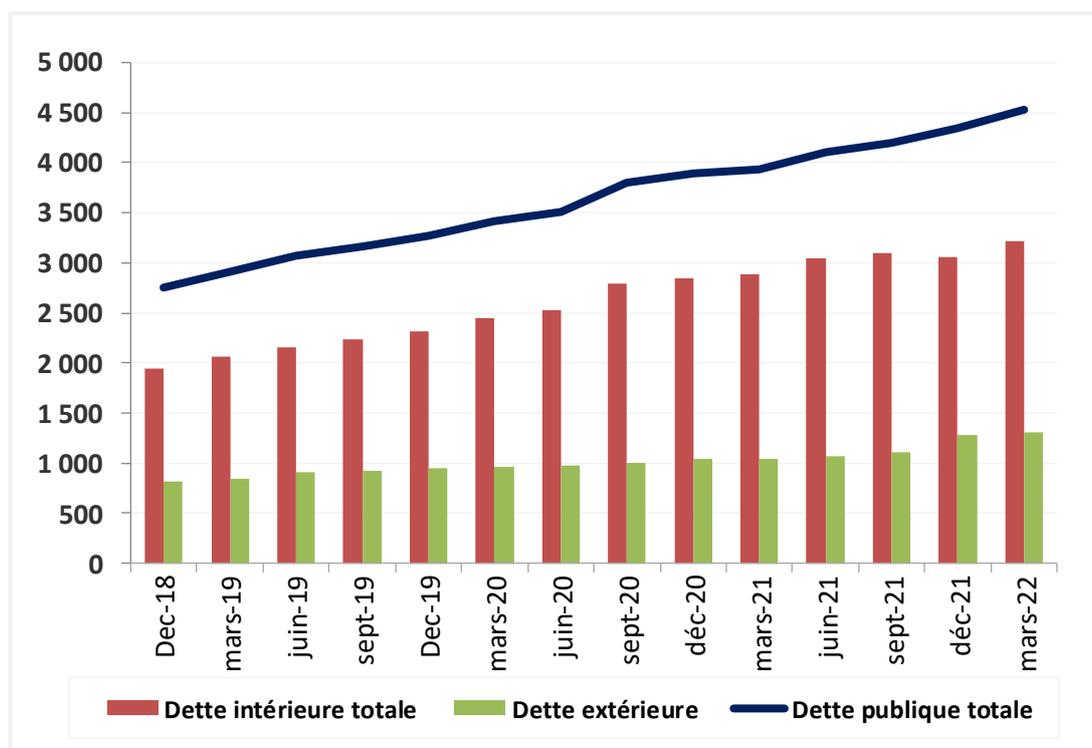
Les recettes courantes se sont accrues de 20,1% au premier trimestre 2022 par rapport à la même période de 2021, passant de 284.274,9 à 341.315,9 MBIF, et de 9,1% par rapport au trimestre précédent.

Les dons en capital ont légèrement progressé de 0,5% par rapport au trimestre correspondant de 2021, s'établissant à 73.736,2 contre 73.388,6 MBIF et de 25,5% par rapport au trimestre précédent

Les dépenses totales se sont accrues de 12,7% au premier trimestre 2022, se fixant à 421.733,5 contre 374.253,1 MBIF à la même période de l'année précédente, suite à l'augmentation des dépenses en capital (+37.425,9 MBIF) et des dépenses courantes (+10.054,5 MBIF). Par rapport au trimestre précédent, elles ont augmenté de 10,6%, en liaison avec la progression des dépenses en capital de 58,8%, les dépenses courantes ayant diminué de 9,3%.

En glissement annuel, la dette publique totale s'est accrue de 15,1%, s'établissant à 4.529,8 contre 3.935,9 Mds de BIF à fin mars 2021. Cette augmentation de la dette publique a porté aussi bien sur la dette intérieure (11,5%) que sur la dette extérieure (25,0%). Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 60,3 contre 59,1% à la même période de l'année précédente. Par rapport à la fin du trimestre précédent, la dette publique a augmenté de 4,4%.

Graphique 6 : Evolution de la dette publique (MBIF)



Source: BRB, à partir des données du MFBPE

La dette intérieure a progressé de 11,5% en glissement annuel, passant de 2.889,3 à 3.222,1 Mds de BIF et a progressé de 5,2% d'une fin de trimestre à l'autre. Composée essentiellement des

titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 71,1% de la dette publique totale.

La dette extérieure s'est accrue de 25,0% en glissement annuel, passant de 1.046,6 à 1.307,7 Mds de BIF, en liaison avec les tirages (264.439,6 MBIF) et les plus-values de réévaluation (17.588,2 MBIF) qui ont dépassé l'amortissement de la dette (20.894,0 MBIF).

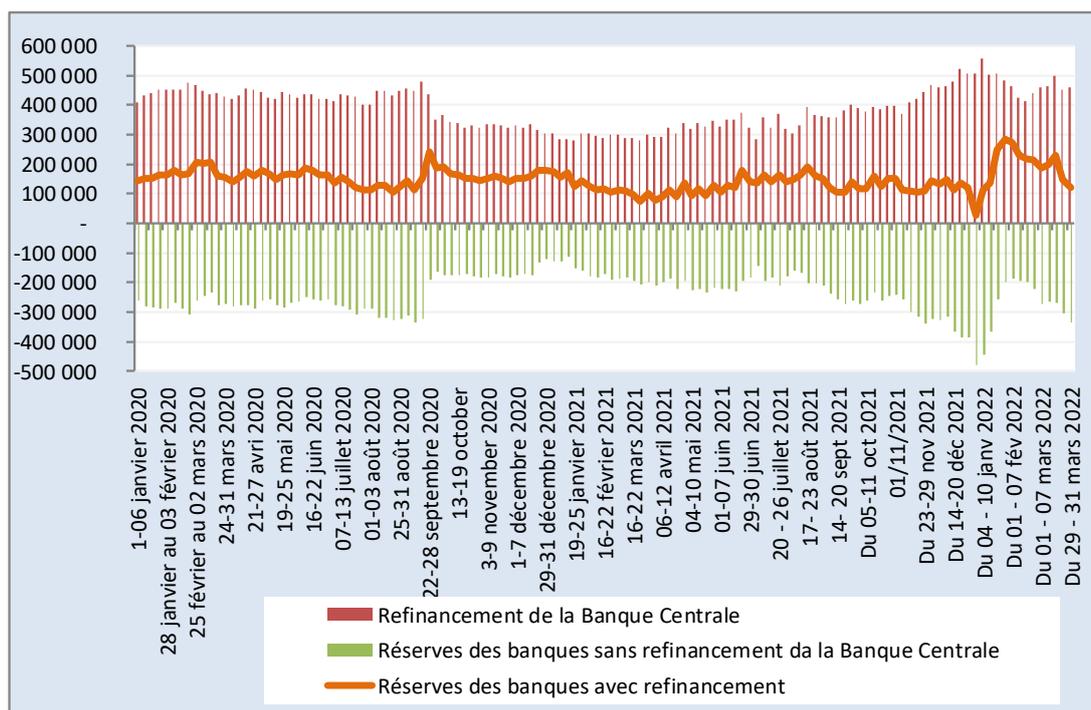
2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Au premier trimestre 2022, les réserves des banques ont augmenté par rapport au trimestre précédent. Sans interventions de la Banque Centrale, elles se seraient établies, en moyenne hebdomadaire, à -280.530 contre -302.695 MBIF au trimestre précédent et -169.739 MBIF au même trimestre de 2021.

Le total du refinancement de la Banque Centrale aux banques commerciales a augmenté, atteignant 470.620 MBIF, en moyenne hebdomadaire, au premier trimestre 2022 contre 430.566 MBIF au trimestre précédent et 293.753 MBIF à la même période de 2021. Dans le cadre du refinancement des secteurs porteurs de croissance, le volume du refinancement a augmenté, se fixant à 410.307 contre 354.716 MBIF au trimestre précédent et 62.821 MBIF au même trimestre de l'année précédente.

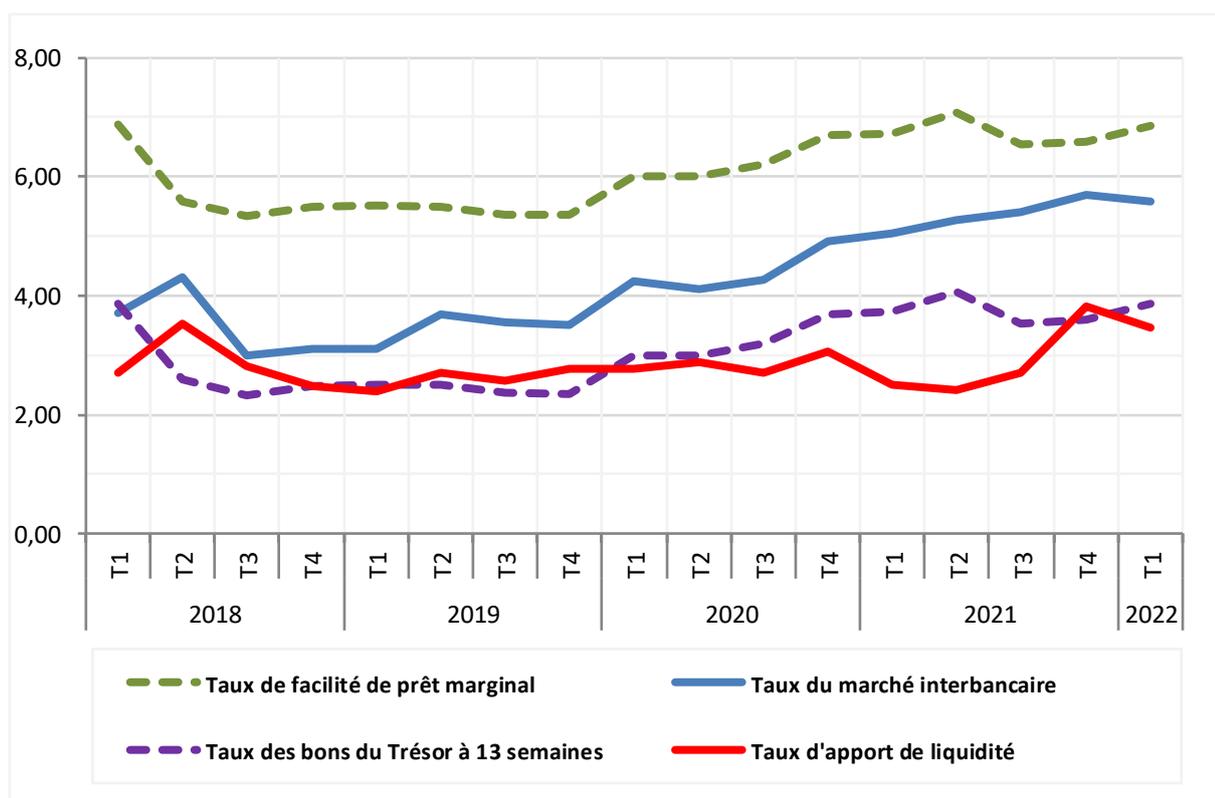
Graphique 7 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, les taux d'intérêt du marché monétaire ont légèrement diminué à l'exception du taux moyen de la facilité de prêt marginal, suite à l'amélioration des réserves des banques. En effet, le taux moyen du marché interbancaire est passé de 5,70 à 5,58%, celui sur les opérations d'apport de liquidité de 3,82 à 3,46%. Cependant, le taux moyen de la facilité de prêt marginal s'est établi à 6,86 contre 6,59%, suite à la hausse de celui sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé, soit 3,86 contre 3,59%.

Graphique 8 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

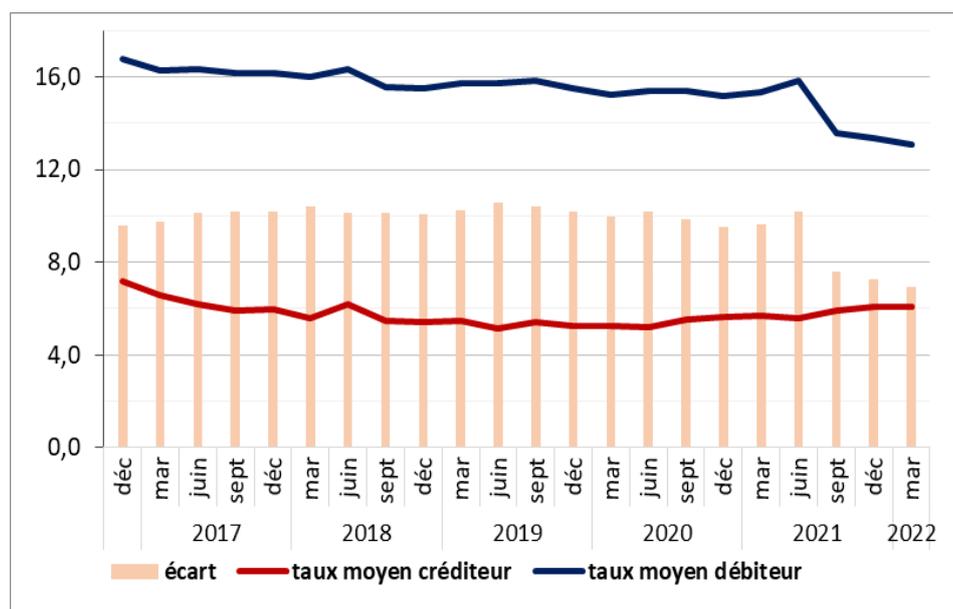


Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen de l'encours des crédits a légèrement diminué à fin mars 2022, s'établissant 13,05 contre 13,36% à fin décembre 2021 et 15,32% à fin mars 2021. En glissement annuel, cette diminution a concerné les taux d'intérêt sur les crédits à court terme (14,13 contre 15,87%), à moyen terme (12,22 contre 14,85%) et ceux à long terme (11,04 contre 13,36%).

Le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du premier trimestre 2022 (12,23%) a légèrement diminué par rapport celui du trimestre précédent (12,42%) et celui du trimestre correspondant de 2021 (14,46%). Cette tendance baissière est principalement liée aux refinancements des secteurs porteurs de croissance à un taux préférentiel de 2%.

Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source : BRB

Le taux d'intérêt créditeur moyen a légèrement augmenté à fin mars 2022 par rapport à fin décembre 2021 et à fin mars 2021, se fixant à 6,09 contre 6,08% et 5,71%, respectivement. En glissement annuel, cette augmentation a concerné les taux sur les dépôts à vue rémunérés (3,25 contre 2,67%), les comptes sur livret (4,89 contre 4,83%) et sur les dépôts à terme et d'épargne (6,33 contre 6,16%).

2.4.2. Base monétaire

D'une fin de trimestre à l'autre, la base monétaire s'est accrue de 21,3% à fin mars 2022, s'établissant à 955.156,9 contre 787.639,5 MBIF. Cet accroissement a concerné les dépôts des autres institutions de dépôt (121,0%). En revanche, les dépôts classés dans les dépôts divers (-11,8%), ceux des autres sociétés financières (-25,4%) et les billets et pièces en circulation (-4,9%) ont diminué.

S'agissant des contreparties de la base monétaire, les avoirs intérieurs nets (+15,4%) et les avoirs extérieurs nets (+17,2%) ont augmenté à fin mars 2022 par rapport à fin décembre 2021. L'augmentation des avoirs intérieurs nets a concerné les créances nettes de la BRB sur l'Etat qui ont augmenté de 103,4%, tandis que les autres postes nets ont légèrement diminué de 1,8%. Les avoirs intérieurs nets ont contribué à la croissance de la base monétaire à hauteur de 18,2 points de pourcentage.

Tableau 11 : Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	mars. 2021	déc. 2021	mars. 2022	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	503 703,5	567 563,8	539 682,3	-4,9	7,1
Dépôts des autres institutions de dépôts	225 594,1	166 819,3	368 747,2	121,0	63,5
Dépôts des autres insitutions financières	4 005,2	1 729,1	1 289,6	-25,4	-67,8
Dépôts divers	45 673,9	51 527,3	45 437,8	-11,8	-0,5
Base monétaire = Contreparties	778 976,7	787 639,5	955 156,9	21,3	22,6
Avoirs extérieurs nets	-93 105,3	-141 348,1	-117 059,8	17,2	-25,7
Avoirs intérieurs nets	872 082,0	928 987,6	1 072 216,7	15,4	22,9
-Créances nettes sur l'Etat	438 033,6	152 245,7	309 626,9	103,4	-29,3
-Autres postes nets	434 048,4	776 741,9	762 589,8	-1,8	75,7

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 22,6% à fin mars 2022, en rapport avec l'accroissement des avoirs des autres institutions de dépôts (+63,5%) et des billets et pièces en circulation (+7,1%) qui a largement dépassé la diminution des dépôts des autres sociétés financières (-67,8%) et des dépôts divers (-0,5%).

Au niveau des contreparties, les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 22,9% à fin mars 2022 par rapport à la même période de 2021, et ont contribué à la croissance annuelle de la base monétaire à concurrence de 25,7 points de pourcentage. En revanche, les avoirs extérieurs nets, qui ont diminué de 25,7%, ont exercé une incidence restrictive sur la croissance de la base monétaire à hauteur de 3,1 points de pourcentage.

Tableau 12 : Origine de la variation de la base monétaire à fin mars 2022

	Par rapport à déc 21	Par rapport à mars 21
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	3,1	-3,1
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	18,2	25,7
dont: -Créances nettes sur l'Etat	20,0	-16,5
-Autres postes nets	-1,8	42,2
Base monétaire	21,3	22,6

Source : BRB

2.4.3. Masse monétaire et contreparties

En glissement trimestriel, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 5,1% à fin mars 2022, se fixant à 3.461,1 contre 3.293,3 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur les dépôts à vue en BIF (8,2%), les placements à terme et d'épargne (+4,2%) et les dépôts en devises des résidents (+13,8%). Par contre, la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts a diminué de 7,9%.

S'agissant des contreparties de M3, les avoirs intérieurs nets ont progressé de 4,3% et les avoirs extérieurs nets de 3,3% et ont contribué à la croissance de la masse monétaire à concurrence de 4,8 et 0,3 points de pourcentage, respectivement.

L'augmentation des avoirs intérieurs nets a principalement concerné les créances nettes sur l'Etat (+6,7%) et les créances sur l'économie (+6,1%), tandis que les autres postes nets ont diminué (-16,8%).

Tableau 13 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

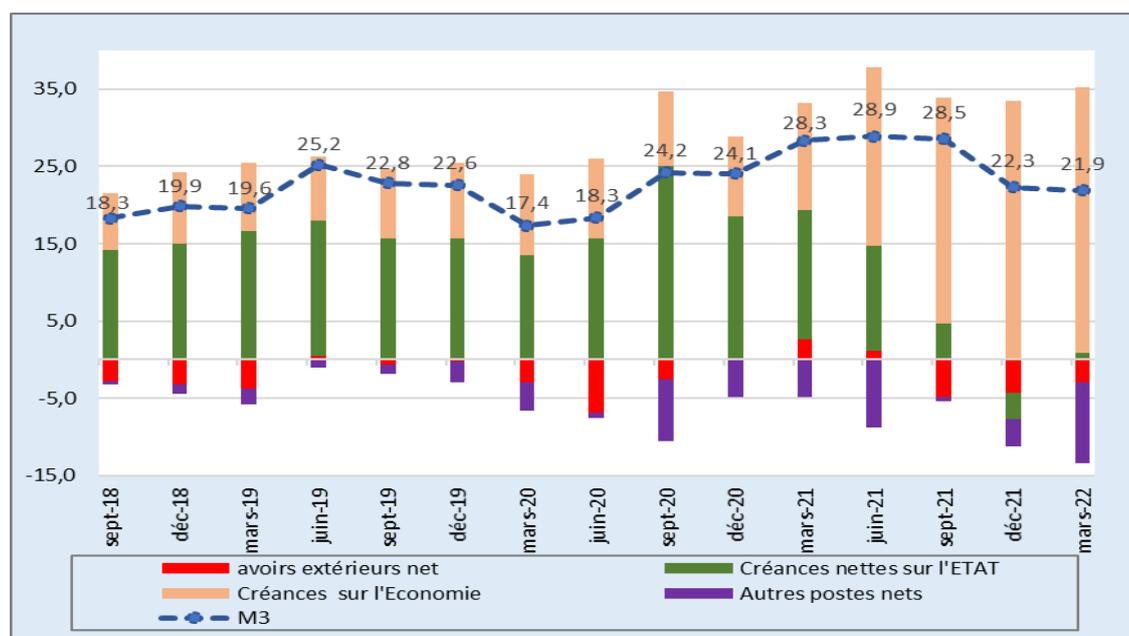
	mars. 2021	déc. 2021	mars. 2022	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Circulation fiduciaire hors institutions de dépôt	396 465,3	478 573,7	440 785,8	-7,9	11,2
Dépôts à vue	1 445 542,9	1 572 501,5	1 701 101,4	8,2	17,7
Dépôts à terme et d'épargne	773 663,3	987 474,7	1 029 218,9	4,2	33,0
Dépôts en devises des résidents	224 018,7	254 710,7	289 958,9	13,8	29,4
Masse monétaire (M3)= Contreparties	2 839 690,2	3 293 260,6	3 461 065,0	5,1	21,9
AEN	-227 799,0	-322 390,5	-311 740,7	3,3	-36,8
AIN	3 067 489,2	3 615 651,1	3 772 805,7	4,3	23,0
-Crédit intérieur	3 585 135,6	4 311 232,2	4 585 380,0	6,4	27,9
Créances nettes sur l'Etat	2 034 905,8	1 930 746,0	2 059 605,6	6,7	1,2
Créances sur l'économie	1 550 229,8	2 380 486,2	2 525 774,4	6,1	62,9
-Autres postes nets	-517 646,4	-695 581,1	-812 574,3	-16,8	-57,0

Source : BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 21,9%. Cette augmentation a porté sur toutes ses composantes, à savoir : les dépôts à vue (+17,7%), les placements à terme et d'épargne (+33,0%), les avoirs en devises des résidents (+29,4%) et la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (+11,2%).

La croissance des contreparties de M3 a porté sur les avoirs intérieurs nets (+23,0%) qui ont contribué positivement sur la croissance de la masse monétaire à hauteur de 24,8 points de pourcentage. Par contre, les avoirs extérieurs nets ont diminué de 36,8% et ont contribué négativement à la croissance de la masse monétaire à hauteur de 3,0 points de pourcentage.

Graphique 10 : Contribution à la croissance de la masse monétaire par ses contreparties



Source : BRB

L'augmentation des avoirs intérieurs nets a été, principalement, tirée par l'accroissement des créances sur l'économie (+62,8%), à la suite des refinancements des secteurs porteurs de croissance économique et des autres secteurs de l'économie nationale. En revanche, les créances nettes sur l'Etat ont légèrement augmenté de 1,2% et les autres postes nets ont diminué de 57,0%.

2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

A fin mars 2022, les avoirs extérieurs du secteur bancaire ont diminué de 3,5% par rapport à la même période de 2021, alors qu'ils ont augmenté de 73,6%, en glissement annuel.

Tableau 14 : Avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			variation (%)	
	mars-21	déc-21	mars-22	trimestrielle	annuelle
BRB	108,5	295,7	301,0	1,8	177,4
Dont: Réserves officielles	75,9	266,6	273,1	2,4	259,7
Banques commerciales	107,2	92,4	73,4	-20,6	-31,6
Total	215,7	388,1	374,4	-3,5	73,6

Source : BRB

En glissement trimestriel, les avoirs extérieurs de la BRB ont légèrement augmenté de 1,8% à fin mars 2022 et se sont fortement accrus de 177,4% en glissement annuel, s'établissant à 301,0 contre 295,7 MUSD à fin décembre 2021 et 108,5 MUSD à fin mars 2021.

De même, les réserves officielles ont légèrement augmenté de 2,4%, en glissement trimestriel. Elles se sont sensiblement accrues de 259,7%, en glissement annuel, en rapport avec la hausse des avoirs en DTS (+412.843,4 MBIF), suite à l'allocation de DTS octroyée par le FMI de 147,6 Millions de DTS.

Les avoirs extérieurs des banques commerciales ont diminué tant en glissement trimestriel (-20,6%) qu'en glissement annuel (-31,6%), se fixant à 73,4 MUSD à fin mars 2022, contre 92,4 MUSD à fin décembre 2021 et 107,2 MUSD à fin mars 2021.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

A fin mars 2022, le bilan agrégé du secteur bancaire s'est accru de 28,7% en glissement annuel et de 6,0% en glissement trimestriel. A l'actif, cette amélioration est liée à la hausse des crédits à l'économie et à l'Etat sous forme de titres du Trésor. Au passif, elle est expliquée par l'augmentation des dépôts et des refinancements auprès de la Banque Centrale. Les ratios de solvabilité de même que ceux de rentabilité ont légèrement baissé.

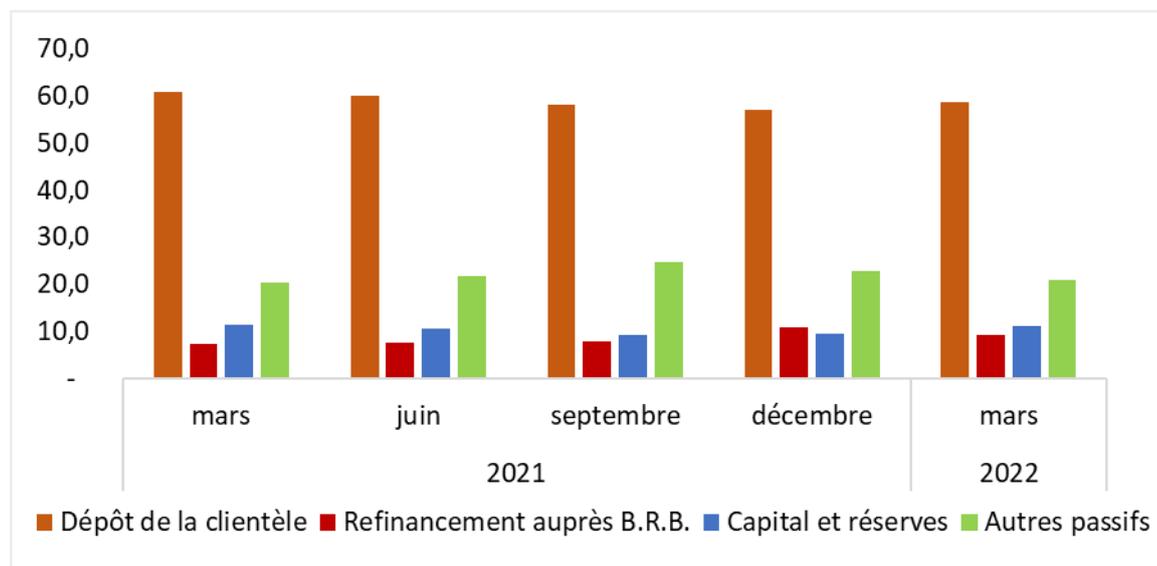
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 23,8% à fin mars 2022, s'établissant à 3.064,7 contre 2.476,4 Mds de BIF et de 8,8% en glissement trimestriel. Les refinancements de la Banque Centrale aux établissements de crédit se sont accrus de 63,2%,

atteignant 479,3 contre 284,6 Mds de BIF. Toutefois, ils ont reculé de 9,7% d'un trimestre à l'autre.

Graphique 11 : Répartition des ressources (% du total)

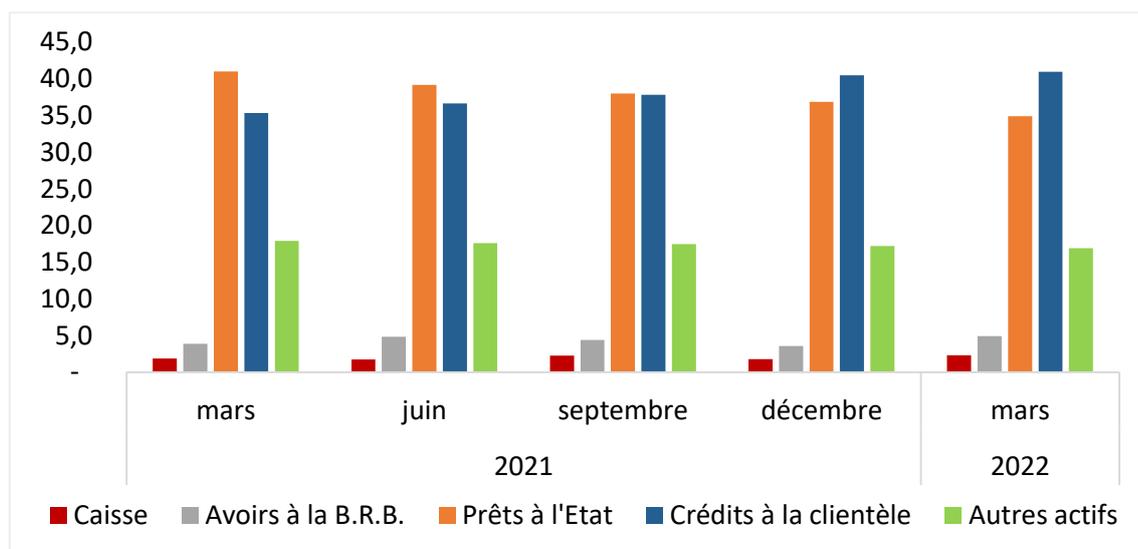


Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les crédits à la clientèle se sont accrus de 49,1% en glissement annuel, s'établissant à 2.140,3 à fin mars 2022 contre 1.435,2 Mds de BIF et de 7,2% par rapport au trimestre précédent. Les engagements de l'Etat sous forme de titres du Trésor ont augmenté de 9,5% à fin mars 2022, passant de 1.665,1 à 1.823,6 Mds de BIF. Par rapport au trimestre précédent, ils ont légèrement augmenté 0,3%.

Graphique 12 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)



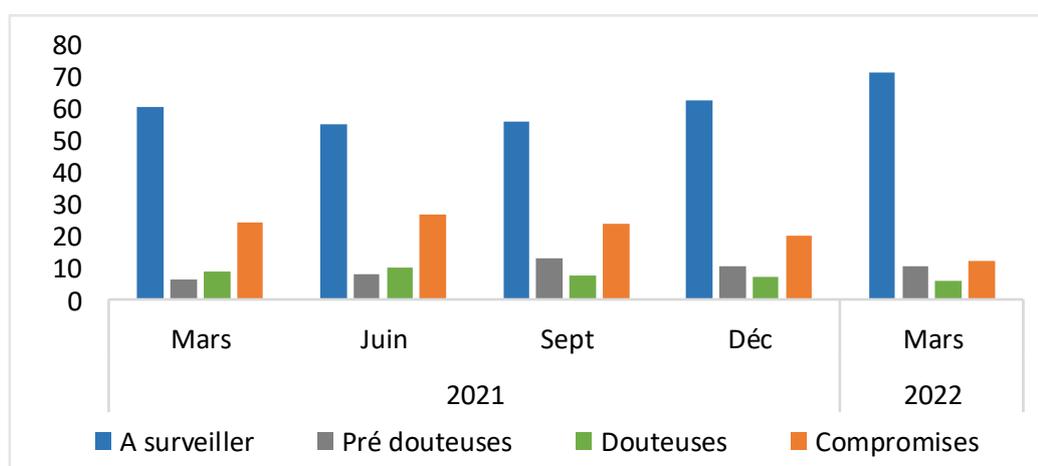
Source : BRB

2.5.2. Stabilité Financière

2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

En glissement annuel, les créances impayées¹ ont augmenté de 26,9%, passant de 172.589,8 à 218.975,0 MBIF et de 20,2% par rapport à fin mars 2022. La proportion des créances non performantes dans le total des créances impayées a reculé de 10,9 points de pourcentage en glissement annuel, s'établissant à 28,7% à fin mars 2022 contre 39,6%. Par contre, la part des créances à surveiller a augmenté, se fixant à 71,3% contre 60,4%.

Graphique 13 : Créances impayées par classe (% du total)

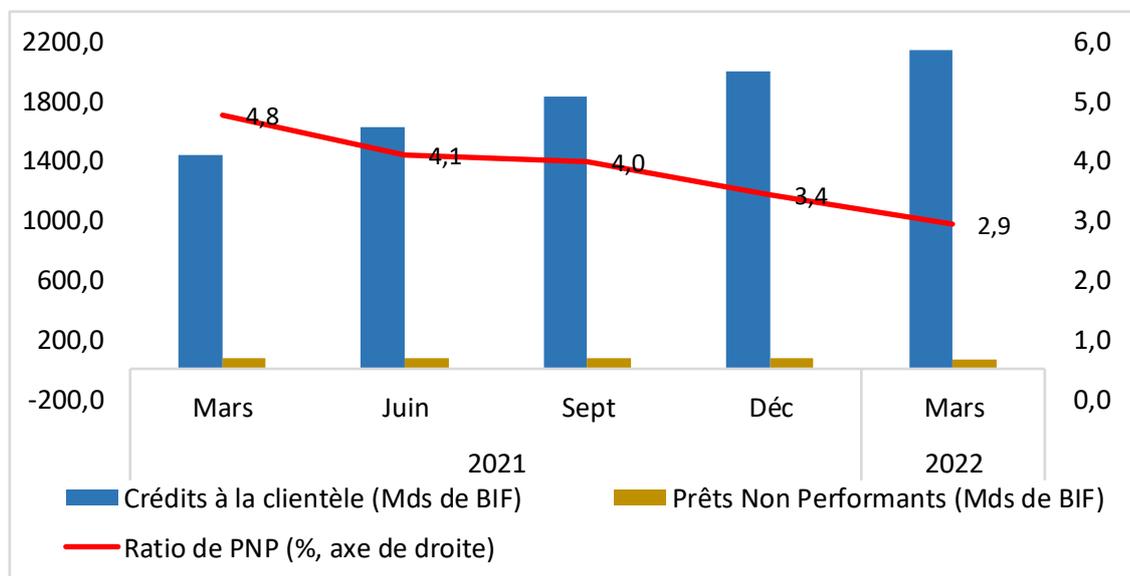


Source : BRB

¹Tout prêt accusant au moins une mensualité impayée.

La qualité du portefeuille crédits s'est légèrement améliorée à fin mars 2022. Le taux de détérioration du portefeuille crédits s'est établi à 2,9 contre 4,8% à la période correspondante en 2021 et à 3,4% à fin décembre 2021.

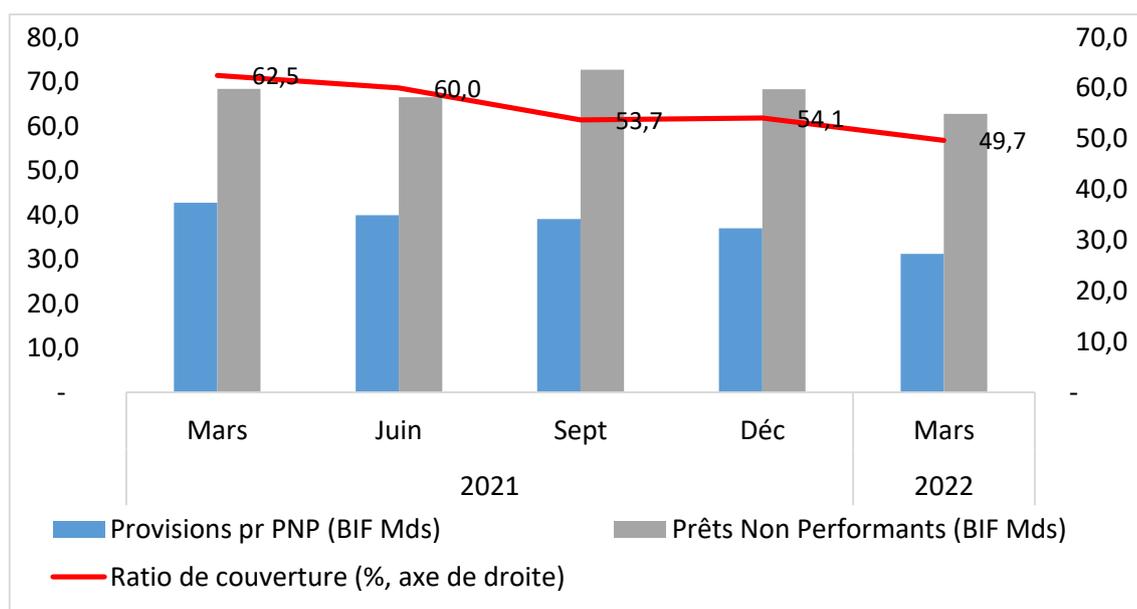
Graphique 14 : Evolution du ratio des prêts non performants



Source : BRB

Le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a diminué, s'établissant à 49,7% à fin mars 2022 contre 64,9% et 54,1% au trimestre précédent. Cette diminution est liée à la radiation des créances demeurées non performantes pendant une période supérieure ou égale à 24 mois.

Graphique 15 : Evolution des provisions et taux de couverture (en %)

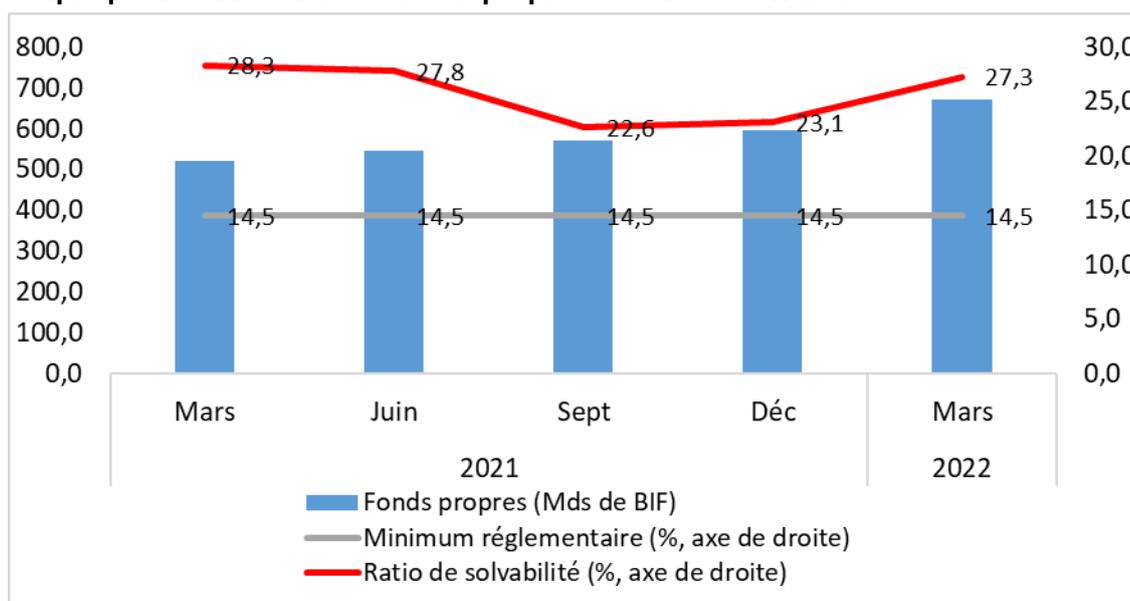


Source : BRB

2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

A fin mars 2022, les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 28,3% en glissement annuel, se fixant à 670,0 Mds de BIF contre 522,1 Mds de BIF et de 12,5% en glissement trimestriel. Le ratio de solvabilité globale a légèrement baissé, se fixant à 27,3% contre 28,3% à fin mars 2022.

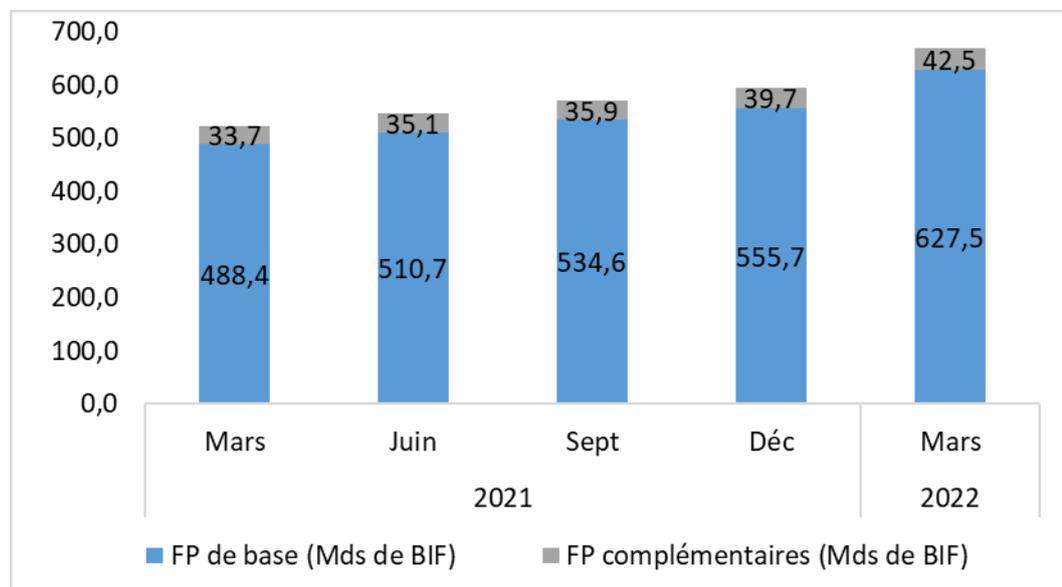
Graphique 16 : Evolution des fonds propres et ratio de solvabilité



Source : BRB

Par rapport à la même période de l'année précédente, les fonds propres de base ont augmenté de 28,5% à fin mars 2022, se fixant à 627,5 contre 488,4 Mds de BIF, en liaison avec l'amélioration des réserves. Par rapport à fin décembre 2021, ils ont augmenté de 12,9%.

Graphique 17 : Composition des fonds propres (Mds de BIF)



Source : BRB

2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net bancaire s'est accru de 24,8% à fin mars 2022, atteignant 91.553,0 contre 73.362,5 MBIF à fin mars 2021. De même, le résultat net a augmenté de 18,4%, s'établissant à 42.491,0 contre 35.880,5 MBIF à fin mars 2021. Néanmoins, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont légèrement diminué, s'établissant respectivement à 0,8 et 6,3% contre 0,9 et 6,9%.

CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Par rapport au trimestre précédent, l'activité économique a décéléré au premier trimestre 2022 dans l'ensemble des principales économies de l'OCDE (0,3 contre 1,2%). Cette décélération est principalement expliquée par la baisse de la consommation des ménages, en raison de la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques consécutive à la guerre russo-ukrainienne.

Selon les prévisions du FMI d'avril 2022, l'activité économique mondiale pourrait décélérer en 2022 (3,6% contre 6,1% en 2021), suite à une accélération de l'inflation et aux difficultés d'approvisionnement pour les entreprises.

La croissance économique des pays de la CEA devrait ralentir en 2022 (5,3 contre 6,2%), en rapport avec l'envolée des prix des produits alimentaires et énergétiques et les ruptures de chaînes d'approvisionnement au niveau international. Cependant, elle resterait supérieure à celle de toute l'Afrique subsaharienne (3,8%), grâce principalement à d'importants investissements en infrastructures et de bonnes productions agricoles dans la plupart de ces pays.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les prévisions du cadrage macroéconomique montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer (4,6 contre 3,1% en 2021), en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs secondaire (4,7 contre 2,1%) et tertiaire (4,8 contre 2,5%). L'inflation globale pourrait augmenter suite à la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques.

Compte tenu de la conjoncture macroéconomique marquée par une augmentation de l'inflation, la Banque va mener une politique monétaire prudente consistant à contrôler la croissance des agrégats monétaires dans l'objectif de maîtriser les pressions inflationnistes.

ANNEXES

Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	535,2	550,3	552,3	578,5	603,2
- Agriculture vivrière	462,8	486,2	490,1	515,8	535,4
- Agriculture d'exportation	21,9	17,9	21,2	18,2	19,9
- Café	7,1	2,8	5,5	2,1	2,9
- Thé	12,5	13,6	13,6	13,8	14,4
- Autres cultures d'exportation	2,4	1,5	2,1	2,3	2,6
- Forêt	14,3	14,0	14,9	15,0	16,2
- Elevage	31,9	28,1	21,7	25,0	27,0
- Pêche	4,2	4,1	4,4	4,5	4,7
Secteur secondaire	355,9	360,0	400,6	408,9	428,3
- Extraction	11,0	11,3	11,2	11,3	12,2
- Industries	242,4	243,7	255,8	255,5	266,6
- Industries agroalimentaires	191,4	192,5	200,7	201,8	210,9
- Industries Manufacturières	51,1	51,3	55,1	53,7	55,8
- Industries textiles	8,8	8,0	8,9	9,0	9,3
- Autres industries manufacturières	42,3	43,2	46,1	44,7	46,5
- Electricité, gaz et eau	9,5	9,2	8,7	9,7	10,7
- Construction	93,0	95,8	124,9	132,4	138,8
Secteur tertiaire	881,4	945,1	913,3	935,8	981,0
- Commerce	71,3	74,2	70,1	71,6	74,5
- Transport et communication	73,4	80,8	61,8	72,2	75,0
- Transports	19,2	21,0	16,1	20,7	21,9
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	54,2	59,8	45,7	51,5	53,0
- Banques et Assurances	122,7	156,6	156,0	187,7	208,3
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	114,1	119,3	69,7	74,4	78,9
- Administration publique	344,0	353,7	370,7	382,5	401,6
- Education	226,3	233,7	244,9	246,1	254,7
- Santé et action sociale	15,5	16,0	17,6	18,8	19,7
- Activités à caractère collectif ou personnel	59,4	61,6	61,9	56,9	60,3
- Services domestiques	4,6	4,8	4,8	4,9	5,2
- SIFIM	-149,9	-155,6	-144,1	-179,3	-197,2
PIB aux coûts des facteurs	1 772,5	1 855,4	1 866,2	1 923,2	2 012,5
Impôts et Taxes	240,6	247,9	243,7	252,1	263,8
PIB aux prix du marché	2 013,1	2 103,3	2 109,9	2 175,3	2 276,3

Source : BRB

Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

Mois	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
mars-18	-2,6	-11,0	8,3
avr-18	-1,7	-9,6	8,5
mai-18	-1,0	-8,7	8,8
juin-18	-0,4	-7,9	8,8
juil-18	-0,8	-8,5	8,8
août-18	-2,3	-10,9	8,2
sept-18	-5,6	-15,8	6,8
oct-18	-8,4	-20,2	6,2
nov-18	-7,3	-18,7	6,6
déc-18	-5,6	-15,2	5,9
janv-19	-3,8	-10,9	4,4
févr-19	-4,1	-10,9	3,1
mars-19	-2,9	-7,8	2,3
avr-19	-2,2	-6,1	1,9
mai-19	-2,4	-5,8	1,2
juin-19	-4,0	-8,6	0,9
juil-19	-2,6	-6,2	1,1
août-19	-0,6	-2,9	1,6
sept-19	2,0	2,9	1,1
oct-19	4,0	6,4	1,8
nov-19	3,6	6,5	0,8
déc-19	4,9	8,9	1,1
janv-20	5,2	8,6	1,8
févr-20	7,6	13,1	2,6
mars-20	7,1	12,1	2,4
avr-20	7,9	12,9	2,9
mai-20	9,2	15,3	3,3
juin-20	8,5	13,9	3,5
juil-20	7,7	12,7	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept-20	6,4	10,6	2,2
oct-20	7,0	12,1	1,9
nov-20	8,9	15,6	2,3
déc-20	8,0	13,2	2,5
janv-21	6,5	10,4	2,4
févr-21	6,1	9,0	3,0
mars-21	7,8	10,9	4,5
avr-21	7,4	11,9	2,8
mai-21	5,1	5,2	5,0
juin-21	9,1	12,2	5,7
juil-21	9,7	13,0	6,2
août-21	10,5	14,2	6,6
sept-21	10,5	13,7	7,1
oct-21	9,9	11,6	8,0
nov-21	8,7	8,3	9,2
déc-21	10,0	9,6	10,5
janv-22	12,3	14,4	9,9
févr-22	13,4	16,2	10,3
mars-22	12,8	15,1	10,4

Source : BRB

Annexe 3 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
janv-17	53 627,70	7 058,30	60 686,00	64 415,60	-3 729,60
févr-17	51 656,90	10 991,70	62 648,50	84 274,10	-21 625,60
mars-17	73 064,80	13 243,60	86 308,40	87 906,10	-1 597,80
avr-17	51 144,70	9 769,60	60 914,30	98 016,50	-37 102,20
mai-17	54 415,70	8 886,70	63 302,40	87 125,30	-23 822,90
juin-17	65 194,30	22 169,00	87 363,30	88 592,80	-1 229,50
juil-17	67 742,90	11 005,50	78 748,40	87 554,40	-8 806,00
août-17	72 246,70	9 317,20	81 563,90	113 343,30	-31 779,40
sept-17	69 515,00	8 503,20	78 018,20	82 670,90	-4 652,70
oct-17	60 683,30	16 279,20	76 962,50	124 142,80	-47 180,30
nov-17	65 298,00	8 264,80	73 562,80	79 101,30	-5 538,40
déc-17	69 552,50	13 024,20	82 576,70	131 400,00	-48 823,20
janv-18	62 945,10	9 475,40	72 420,50	72 255,80	164,8
févr-18	58 578,40	24 358,30	82 936,70	128 496,30	-45 559,60
mars-18	90 994,60	18 147,30	109 141,90	112 356,80	-3 215,00
avr-18	65 134,60	17 173,80	82 308,40	102 753,10	-20 444,70
mai-18	63 096,80	19 297,10	82 393,90	119 669,80	-37 275,80
juin-18	75 254,20	31 153,20	106 407,40	162 729,20	-56 321,80
juil-18	60 554,70	11 601,30	72 156,00	79 153,40	-6 997,30
août-18	75 622,20	12 063,40	87 685,60	102 781,40	-15 095,90
sept-18	73 977,30	17 554,90	91 532,20	97 407,00	-5 874,80
oct-18	70 957,30	13 169,40	84 126,70	121 865,50	-37 738,80
nov-18	61 412,20	8 713,80	70 126,00	85 930,70	-15 804,70
déc-18	78 361,60	28 541,40	106 903,00	126 953,20	-20 050,20
janv-19	66 765,74	14 412,40	81 178,14	137 426,66	-56 248,52
févr-19	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 918,33	-25 123,17
mars-19	97 566,21	19 018,00	116 584,21	95 854,20	20 730,01
avr-19	76 198,11	19 259,45	95 457,56	152 308,27	-56 850,71
mai-19	69 221,83	20 060,20	89 282,03	129 765,02	-40 483,00
juin-19	99 216,12	32 212,40	131 428,52	116 694,18	14 734,34
juil-19	70 893,23	18 882,46	89 775,68	130 004,84	-40 229,15
août-19	91 851,64	11 589,11	103 440,75	105 699,38	-2 258,63
sept-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65
oct-19	96 140,47	23 253,33	119 393,80	151 672,93	-32 279,13
nov-19	78 123,50	26 000,51	104 124,00	133 114,44	-28 990,44
déc-19	86 974,57	21 300,56	108 275,13	100 145,51	8 129,61
janv-20	84 602,42	17 563,17	102 165,58	114 803,17	-12 637,59
févr-20	70 437,11	24 819,09	95 256,20	109 187,15	-13 930,94
mars-20	104 361,79	22 169,26	126 531,06	121 435,57	5 095,49
avr-20	81 088,28	14 356,77	95 445,05	105 770,61	-10 325,56
mai-20	64 196,98	21 014,92	85 211,91	92 722,58	-7 510,68
juin-20	105 149,52	23 282,14	128 431,66	130 554,89	-2 123,23
juil-20	80 468,49	31 237,30	111 705,79	131 731,09	-20 025,30
août-20	98 712,28	13 544,26	112 256,54	151 466,22	-39 209,69
sept-20	103 379,33	20 839,74	124 219,07	409 881,61	-285 662,54
oct-20	92 487,26	21 455,51	113 942,76	121 886,82	-7 944,05
nov-20	84 106,39	22 249,15	106 355,54	134 012,52	-27 656,98
déc-20	104 277,50	24 492,11	128 769,61	111 108,51	17 661,10
janv-21	91 493,07	22 202,28	113 695,36	110 744,02	2 951,34
févr-21	77 932,34	22 328,56	100 260,89	117 578,08	-17 317,18
mars-21	114 849,48	28 857,73	143 707,21	139 326,45	4 380,76
avr-21	100 678,98	27 187,14	127 866,12	143 533,14	-15 667,02
mai-21	86 584,95	22 222,28	108 807,23	142 178,14	-33 370,91
juin-21	121 489,14	29 071,92	150 561,05	233 398,40	-82 837,35
juil-21	98 153,03	4 181,79	102 334,82	146 824,50	-44 489,68
août-21	117 462,41	24 745,57	142 207,97	155 146,12	-12 938,14
sept-21	115 816,26	15 387,64	131 203,90	125 504,07	5 699,83
oct-21	108 200,87	21 133,48	129 334,35	125 784,40	3 549,95
nov-21	93 249,62	16 607,35	109 856,97	109 208,56	648,41
déc-21	111 411,91	12 226,81	123 638,72	137 574,91	-13 936,19
janv-22	101 804,74	21 712,92	123 517,65	136 776,23	-13 258,58
févr-22	86 721,35	18 989,39	105 710,73	146 142,45	-40 431,72
mars-22	152 789,79	33 033,91	185 823,70	138 814,82	47 008,88

Source : BRB

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

Mois	Dette intérieure			Dette extérieure	Dette Publique Totale	
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres			Total
déc-18	772 108,5	1 106 829,2	58 884,2	1 937 821,9	815 659,1	2 753 481,0
janv-19	735 898,0	1 170 456,8	57 507,8	1 965 632,6	839 143,1	2 804 775,7
févr-19	754 785,4	1 203 007,7	55 457,5	2 017 332,5	838 878,1	2 856 210,6
mars-19	776 260,3	1 230 561,3	66 134,8	2 066 815,1	842 605,3	2 909 420,4
avr-19	749 554,5	1 264 065,9	66 482,8	2 073 957,4	867 778,9	2 941 736,3
mai-19	741 946,8	1 309 285,8	59 356,4	2 110 469,8	908 183,5	3 018 653,3
juin-19	762 094,0	1 339 778,2	59 215,0	2 158 605,5	916 027,0	3 074 632,5
juil-19	702 399,9	1 357 433,8	55 134,4	2 114 968,1	929 050,5	3 044 018,6
août-19	759 491,5	1 393 116,1	59 369,6	2 211 977,2	932 695,8	3 144 673,0
sept-19	756 889,1	1 417 542,6	65 322,7	2 239 754,4	927 716,5	3 167 470,9
oct-19	751 684,2	1 450 627,6	76 553,5	2 278 865,3	937 501,2	3 216 366,5
nov-19	749 081,8	1 485 104,1	74 319,9	2 308 505,8	940 872,9	3 249 378,7
déc-19	746 479,4	1 497 527,9	70 919,8	2 314 927,1	948 429,4	3 263 356,5
janv-20	746 479,3	1 570 840,3	120 847,6	2 438 167,2	958 542,6	3 396 709,8
févr-20	743 876,9	1 549 397,3	121 652,4	2 414 926,6	959 597,4	3 374 524,0
mars-20	738 672,0	1 583 158,2	123 953,4	2 445 783,6	965 054,0	3 410 837,6
avr-20	736 069,6	1 569 310,4	120 741,5	2 426 121,5	963 078,7	3 389 200,2
mai-20	737 921,8	1 621 691,9	113 556,4	2 473 170,1	966 901,1	3 440 071,2
juin-20	736 222,2	1 673 338,5	114 730,7	2 524 291,4	977 731,5	3 502 022,9
juil-20	737 624,5	1 709 342,7	119 194,8	2 566 162,0	988 004,0	3 554 166,0
août-20	751 455,5	1 727 229,2	112 094,3	2 590 779,0	1 000 919,8	3 591 698,8
sept-20	901 482,7	1 744 967,4	144 592,9	2 791 043,0	1 003 104,0	3 794 147,0
oct-20	901 974,9	1 763 000,2	141 644,5	2 806 619,6	1 013 063,4	3 819 683,0
nov-20	899 449,4	1 779 700,1	144 982,9	2 824 132,4	1 023 272,7	3 847 405,1
déc-20	894 667,8	1 816 692,6	138 993,1	2 850 353,5	1 035 965,0	3 886 318,5
janv-21	894 667,8	1 832 306,3	143 346,2	2 870 320,3	1 041 679,1	3 911 999,4
févr-21	894 117,9	1 864 441,1	169 560,6	2 928 119,6	1 045 034,0	3 973 153,6
mars-21	864 066,4	1 853 171,3	172 078,8	2 889 316,5	1 046 607,1	3 935 923,6
avr-21	893 573,6	1 866 450,8	163 441,3	2 923 465,7	1 050 670,5	3 974 136,2
mai-21	893 272,0	1 899 966,9	151 390,7	2 944 629,6	1 059 459,6	4 004 089,2
juin-21	957 639,8	1 935 027,6	147 690,7	3 040 358,1	1 065 603,9	4 105 962,0
juil-21	964 779,1	1 988 324,3	133 698,8	3 086 802,2	1 060 251,6	4 147 053,8
août-21	937 750,1	2 023 132,4	145 318,3	3 106 200,8	1 090 879,1	4 197 079,9
sept-21	903 396,7	2 048 624,1	141 114,8	3 093 135,6	1 104 571,1	4 197 706,7
oct-21	902 793,7	2 052 646,6	142 125,0	3 097 565,3	1 265 123,7	4 362 689,0
nov-21	923 914,9	2 043 143,0	124 201,8	3 091 259,7	1 269 020,9	4 360 280,6
déc-21	901 529,1	2 046 057,7	115 614,2	3 063 201,0	1 275 253,6	4 338 454,6
janv-22	1 075 694,8	2 033 444,3	108 954,3	3 218 093,4	1 284 993,6	4 503 087,0
févr-22	1 075 694,8	2 046 154,0	109 791,1	3 231 639,9	1 311 008,3	4 542 648,2
mars-22	1 075 694,8	2 040 766,5	105 602,1	3 222 063,4	1 307 740,9	4 529 804,3

Source : BRB

Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
mars-19	192 194	281 986
avr-19	167 995	292 282
mai-19	163 240	315 130
juin-19	170 302	334 215
juil-19	153 993	339 205
août-19	157 630	345 488
sept-19	152 207	363 439
oct-19	156 012	394 511
nov-19	146 124	403 814
déc-19	155 224	406 075
janv-20	154 268	436 181
févr-20	174 541	459 837
mars-20	182 136	442 928
avr-20	161 386	439 302
mai-20	162 923	434 219
juin-20	171 658	429 154
juil-20	134 709	424 606
août-20	120 569	440 119
sept-20	164 248	446 366
oct-20	164 054	339 258
nov-20	151 140	330 083
déc-20	162 574	322 720
janv-21	151 967	289 339
févr-21	114 955	295 983
mars-21	98 996	291 565
avr-21	100 840	309 092
mai-21	114 239	333 837
juin-21	134 515	344 713
juil-21	148 433	331 211
août-21	158 500	345 544
sept-21	124 443	372 132
oct-21	132 806	388 070
nov-21	121 764	418 070
déc-21	129 044	485 559
janv-22	160 574	510 364
févr-22	232 936	434 483
mars-22	176 759	467 012

Source : BRB

Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
déc-18	3,34	5,48	2,42	2,48
janv-19	3,11	5,53	2,48	2,53
févr-19	-	5,50	2,48	2,50
mars-19	-	5,50	2,41	2,50
avr-19	3,66	5,48	2,63	2,48
mai-19	3,67	5,50	2,69	2,50
juin-19	3,69	5,50	2,82	2,50
juil-19	3,68	5,45	2,55	2,45
août-19	3,58	5,35	2,55	2,35
sept-19	3,40	5,29	2,59	2,29
oct-19	3,34	5,22	2,65	2,22
nov-19	3,62	5,20	2,63	2,20
déc-19	3,56	5,63	2,99	2,63
janv-20	3,99	5,68	3,21	2,68
févr-20	4,78	5,88	2,54	2,88
mars-20	3,97	6,00	2,58	3,00
avr-20	4,07	6,00	2,87	3,00
mai-20	4,16	6,00	2,85	3,00
juin-20	4,11	6,00	2,96	3,00
juil-20	4,07	6,00	2,74	3,00
août-20	4,27	6,00	2,77	3,00
sept-20	4,42	6,60	2,58	3,60
oct-20	4,73	6,60	2,36	3,44
nov-20	4,93	6,60	2,91	3,74
déc-20	5,06	6,87	3,93	3,86
janv-21	5,13	6,77	2,87	3,81
févr-21	5,17	6,59	2,40	3,78
mars-21	4,85	6,79	2,23	3,78
avr-21	5,16	7,12	2,24	4,12
mai-21	5,32	7,04	2,46	4,04
juin-21	5,31	7,06	2,53	4,06
juil-21	5,16	6,96	2,50	3,96
août-22	5,48	6,30	2,60	3,30
sept-21	5,56	6,33	2,99	3,33
oct-21	5,45	6,46	4,16	3,46
nov-21	5,87	6,43	4,36	3,43
déc-21	5,78	6,88	2,93	3,88
janv-22	5,30	6,95	3,20	3,95
févr-22	5,73	6,92	3,28	3,92
mars-22	5,71	6,85	3,91	3,85

Source : BRB

Annexe 7 : Principaux indicateurs du secteur bancaire (en %)

	Secteur bancaire				
	31/03/2021	31/12/2021	31/03/2022	Variation ann. en %	Variation trim. en %
I. EMPLOIS	4 061 010,4	4 929 212,8	5 224 581,0	28,7	6,0
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	3 479 207,3	4 211 658,2	4 460 634,7	28,2	5,9
A. Actifs Liquides	2 044 027,8	2 215 616,2	2 320 315,5	13,5	4,7
Caisse	76 152,7	88 833,1	121 163,7	59,1	36,4
B.R.B.	156 656,8	176 563,8	256 960,6	64,0	45,5
Avoirs auprès des banques et assimilés	146 074,8	131 522,5	118 602,1	- 18,8	- 9,8
Prêts à l'Etat	1 665 143,5	1 818 696,8	1 823 589,1	9,5	0,3
Bons, Obligations du Trésor	1 586 306,9	1 712 767,6	1 718 094,9	8,3	0,3
Autres Titres	78 836,6	105 929,2	105 494,2	33,8	- 0,4
B. Crédits	1 435 179,5	1 996 042,1	2 140 319,2	49,1	7,2
Court terme	660 629,2	875 542,8	942 295,9	42,6	7,6
Moyen terme	436 372,1	539 851,5	538 332,2	23,4	- 0,3
Long terme	338 178,2	580 647,7	659 691,0	95,1	13,6
Crédits bail	-	-	-	-	-
I.2. Actif Immobilisé	196 237,0	209 153,2	219 383,8	11,8	4,9
I.3. Autres emplois	385 566,1	508 401,4	544 562,5	41,2	7,1
II. RESSOURCES	4 061 010,4	4 929 212,8	5 224 581,0	28,7	6,0
II.1. Principales ressources	3 513 267,6	4 232 924,2	4 599 075,6	30,9	8,7
Clientèle	2 476 433,8	2 816 086,9	3 064 686,6	23,8	8,8
dont 10 grands dépôts des banques	1 119 101,2	1 208 518,6	1 323 232,6	18,2	9,5
Refinancement auprès B.R.B.	293 790,7	530 833,2	479 349,0	63,2	- 9,7
Dettes envers banques et assimilés	284 623,4	423 115,4	473 865,7	66,5	12,0
Capital et réserves	458 419,7	462 888,6	581 174,2	26,8	25,6
II.2. Autres ressources	547 742,8	696 288,6	625 505,4	14,2	- 10,2
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE					
Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	488 441,8	555 695,0	627 468,0	28,5	12,9
Fonds propres (en MBIF)	522 106,0	595 436,5	669 962,4	28,3	12,5
Risques pondérés	1 841 886,9	2 576 434,6	2 455 024,1	33,3	- 4,7
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	26,5	21,6	25,6	-	-
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	28,3	23,1	27,3	-	-
Ratio de levier (norme 5%)	12,0	11,3	12,0	-	-
Concentration du portefeuille crédits					
Grands risques	270 470,5	759 099,7	734 308,9	171,5	- 3,3
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	18,8	38,0	34,3	-	-
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	35,3	40,5	41,0	-	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	41,0	36,9	34,9	-	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	340,9	327,3	290,6	-	-
Qualité du portefeuille crédits					
Impayés	172 589,8	182 104,0	218 975,0	26,9	20,2
Créances à surveiller	104 237,3	113 759,2	156 182,2	49,8	37,3
Créances Non performantes	68 352,4	68 344,8	62 792,7	- 8,1	- 8,1
Créances pré douteuses	11 096,2	19 027,6	22 828,8	105,7	20,0
Créances douteuses	15 329,7	13 035,2	13 464,3	- 12,2	3,3
Créances compromises	41 926,5	36 282,0	26 499,6	- 36,8	- 27,0
Dépréciations	42 726,4	36 988,5	31 214,2	- 26,9	- 15,6
Taux des prêts non performants	4,8	3,4	2,9	-	-
Taux d'impayés	12,0	9,1	10,2	-	-
Taux de provisionnement	62,5	54,1	49,7	-	-
Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIF	203,9	192,8	174,9	- 14,2	- 9,3
Coefficient de liquidité en devises	154,8	135,5	172,3	11,3	27,1
Total crédits/total dépôts (en %)	58,0	70,9	69,8	-	-
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (en %)	106,7	101,2	90,2	-	-
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	45,2	42,9	43,2	-	-
Rentabilité et performance					
Résultat avant impôt	37 491,3	176 347,1	45 446,0	21,2	- 74,2
Résultat net de l'exercice	35 880,5	166 615,3	42 491,0	18,4	- 74,5
Produit Net Bancaire	73 362,5	331 106,3	91 553,0	24,8	- 72,3
ROA	0,9	3,4	0,8	-	-
ROE	6,9	28,0	6,3	-	-

Source : BRB